

In bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt, onder punt 2, de overeenstemmende rubriek met productbenchmark "minerale wol" als volgt vervangen :

Productbenchmark	Omschrijving inbegrepen producten	Bepaling van de betrokken processen en emissies (systeemgrenzen)	Blootstelling aan CO <sub>2</sub> -weglekrisico zoals bepaald bij Besluit 2010/2/EU voor 2013 en 2014	Benchmarkwaarde (quota's/ton)
Minerale wol	Isolatieproducten van minerale wol voor thermische, akoestische en brandtoepassingen vervaardigd met glas, steen of metaal-slakken.	Alle processen die direct of indirect verband houden met de productiefasen smelten, bindmiddelen vervezelen en injecteren, uitharden, drogen en vormgeven, zijn inbegrepen. Voor de bepaling van indirecte emissies wordt het totale elektriciteitsverbruik binnen de systeemgrenzen in aanmerking genomen.	ja	0,682

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013, met uitzondering van artikel 9, dat in werking treedt tien dagen na bekendmaking ervan.

**Art. 11.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2012/207581]

**13 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 601/2012 de la Commission du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de CO<sub>2</sub>;

Vu l'avis n° 51.849/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la Directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Les présentes conditions s'appliquent à tout établissement visé à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et activités classées, qui se livre à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre et qui comporte une ou plusieurs des installations ou activités énumérées à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

**Art. 2.** L'exploitant d'un établissement visé par le présent arrêté soumet pour approbation un plan de surveillance à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, au moyen du formulaire disponible sur le site de l'Agence.

**Art. 3.** Le plan de surveillance visé à l'article 2 est transmis sous forme électronique ou, moyennant l'accord de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, sous format papier.

Lorsqu'il est transmis sous format papier, il est transmis :

1<sup>o</sup> soit par lettre recommandée avec accusé de réception;

2<sup>o</sup> soit par le recours à toute formule similaire permettant de prouver la date de l'envoi et de la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;

3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Lorsqu'il est transmis sous forme électronique, l'Agence wallonne de l'Air et du Climat envoie automatiquement et au plus tard dans les cinq jours calendrier, par voie électronique, un accusé de bonne réception technique.

En cas d'absence de confirmation de réception par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat dans les cinq jours ouvrables suivant l'envoi du demandeur, l'Agence wallonne de l'Air et du Climat est réputée n'avoir jamais reçu la communication en provenance du demandeur.

**Art. 4.** L'Agence wallonne de l'Air et du Climat envoie au demandeur, par lettre recommandée, sa décision statuant sur le caractère complet du plan de surveillance dans un délai de quinze jours à dater du jour de la réception de celui-ci. A défaut, la demande est considérée comme complète.

La demande est incomplète s'il manque des renseignements requis.

Si la demande est incomplète, l'Agence wallonne de l'Air et du Climat indique les renseignements manquants. Le demandeur transmet à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, selon les modalités prévues à l'article 3, les renseignements manquants. Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, l'Agence wallonne de l'Air et du Climat envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet de la demande. A défaut, la demande est considérée comme complète.

**Art. 5.** Nonobstant sa décision statuant sur le caractère complet du plan de surveillance, l'Agence peut à tout moment demander au demandeur des compléments d'information ou des documents nécessaires à l'approbation du plan de surveillance. Le demandeur transmet les compléments dans le délai fixé par l'Agence.

L'Agence wallonne de l'Air et du Climat envoie sa décision d'approbation ou de refus d'approbation du plan de surveillance par lettre recommandée au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où elle a envoyé sa décision attestant le caractère complet dudit plan. Elle en informe concomitamment, par courrier ordinaire, le fonctionnaire technique.

**Art. 6.** Un recours contre une décision refusant d'approuver un plan de surveillance est ouvert à l'exploitant auprès du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions.

A peine de déchéance, le recours est introduit dans les trente jours à dater du jour de la réception de la décision de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat ou, en l'absence de décision, du jour suivant le délai qui est imparté à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat pour envoyer sa décision.

Le recours est introduit selon les modalités prévues à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2.

Le Ministre envoie sa décision par lettre recommandée au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a reçu le recours.

**Art. 7.** Toute proposition de modification du plan de surveillance est notifiée à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat sans retard indu.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications du plan de surveillance qui ne doivent pas obtenir l'approbation de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat sont notifiées pour le 31 décembre de la même année au plus tard.

Les pages modifiées du plan de surveillance sont transmises à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat selon les modalités prévues à l'article 3.

**Art. 8.** Lorsqu'une modification du plan de surveillance doit obtenir l'approbation de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, celle-ci envoie sa décision d'approbation de la modification du plan de surveillance par lettre recommandée au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où elle a reçu la proposition de modification du plan de surveillance. Elle en informe concomitamment, par courrier ordinaire, le fonctionnaire technique.

**Art. 9.** Un recours contre une décision refusant d'approuver une modification du plan de surveillance est ouvert à l'exploitant auprès du ministre ayant l'environnement dans ses attributions.

A peine de déchéance, le recours est introduit dans les trente jours à dater du jour de la réception de la décision de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat ou, en l'absence de décision, du jour suivant le délai qui est imparté à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat pour envoyer sa décision.

Le recours est introduit selon les modalités prévues à l'article 3, alinéa 2.

Le Ministre envoie sa décision par lettre recommandée au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a reçu le recours.

**Art. 10.** En application de l'article 37, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) N° 601/2012 de la Commission du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, l'exploitant applique systématiquement le niveau 1 pour déterminer le facteur d'oxydation.

**Art. 11.** L'exploitant soumet pour approbation à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat un rapport sur les améliorations à la méthodologie de surveillance conformément à l'article 69 du Règlement (UE) n° 601/2012 de la Commission du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil.

**Art. 12.** L'Agence wallonne de l'Air et du Climat réexamine le plan de surveillance tous les cinq ans au moins et y apporte les modifications nécessaires.

Lorsque l'Agence wallonne de l'Air et du Climat envisage de modifier le plan conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, elle en informe l'exploitant par lettre recommandée.

L'exploitant dispose de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée visée à l'alinéa 2 pour faire valoir ses observations par écrit.

S'il souhaite être entendu par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, il en avertit celle-ci dans les dix jours à dater de la réception de la lettre recommandée. L'Agence wallonne de l'Air et du Climat communique aussitôt à l'exploitant la date à laquelle il pourra être entendu.

L'Agence wallonne de l'Air et du Climat envoie sa décision de modification du plan de surveillance par lettre recommandée à l'exploitant. Elle en informe concomitamment, par courrier ordinaire, le fonctionnaire technique.

**Art. 13.** Un recours contre une décision de modification du plan de surveillance est ouvert à l'exploitant auprès du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

A peine de déchéance, le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision.

Le recours est introduit selon les modalités prévues à l'article 3, alinéa 2.

Le Ministre envoie sa décision par lettre recommandée au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a reçu le recours.

**Art. 14.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de CO<sub>2</sub> est abrogé.

**Art. 15.** Le présent arrêté est applicable aux établissements existants.

Il s'applique à la surveillance des émissions émises à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**Art. 16.** L'exploitant d'un établissement visé par le présent arrêté ainsi que l'exploitant d'un établissement qui se livre à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre et qui comporte une ou plusieurs des activités énumérées à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant sur les données d'émission relatives aux activités qui seront intégrées dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre à compter de 2013 suite à l'élargissement du champ d'application de la Directive 2003/87/CE, soumettent pour approbation un plan de surveillance conforme au présent arrêté le 15 octobre 2012 au plus tard.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'Agence décide, conformément à l'article 4, que le plan de surveillance est incomplet ou lorsqu'elle décide, conformément à l'article 5, alinéa 2, de ne pas approuver le plan de surveillance, l'exploitant transmet à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat dans les quinze jours calendrier un plan de surveillance dûment modifié.

**Art. 17.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2012/207581]

#### 13. DEZEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemissionen bewirkende Tätigkeit ausüben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 601/201 der Kommission vom 21. Juni 2012 über die Überwachung von und die Berichterstattung über Treibhausgasemissionen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine CO<sub>2</sub>-Emissionen bewirkende Tätigkeit ausüben;

Aufgrund des am 26. September 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 51.849/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/29/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Verbesserung und Ausweitung des Gemeinschaftssystems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten teilweise umgesetzt.

Die vorliegenden Bedingungen sind auf jeden Betrieb im Sinne der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar, der eine oder mehrere Anlagen oder Tätigkeiten umfasst, die in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der im Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase aufgelistet sind.

**Art. 2** - Der Betreiber eines in dem vorliegenden Erlass erwähnten Betrieb unterbreitet der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur) mittels des auf der Webseite der Agentur verfügbaren Formulars einen Überwachungsplan zur Genehmigung.

**Art. 3** - Der in Artikel 2 erwähnte Überwachungsplan wird in elektronischer Form oder vorbehaltlich des Einverständnisses der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" im Papierformat übermittelt.

Wenn er im Papierformat übermittelt wird, erfolgt dies:

1<sup>o</sup> entweder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung;

2<sup>o</sup> oder mittels jeder anderen vergleichbaren Versandart, durch die das Datum der Sendung und des Eingangs der Akte bewiesen werden können, welcher Postverteilungsdienst auch immer verwendet wird;

3<sup>o</sup> oder durch die Hinterlegung der Akte gegen Empfangsbestätigung.

Wenn er in elektronischer Form übermittelt wird, sendet die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" spätestens innerhalb von fünf Kalendertagen automatisch eine Empfangsbestätigung darüber, dass die Hinterlegung technisch erfolgreich abgeschlossen wurde.

Falls die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" nicht innerhalb von fünf Werktagen nach Einsendung des Antragstellers den Eingang bestätigt hat, wird davon ausgegangen, dass die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" die Mitteilung des Antragstellers nie erhalten hat.

**Art. 4** - Die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" sendet dem Antragsteller per Einschreiben ihren Beschluss über die Vollständigkeit des Überwachungsplans innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Letzteren. Mangels dessen gilt der Antrag als vollständig.

Der Antrag ist unvollständig, wenn erforderliche Angaben fehlen.

Ist der Antrag unvollständig, gibt die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" an, welche Auskünfte fehlen. Der Antragsteller übermittelt der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" die fehlenden Auskünfte gemäß den in Artikel 3 vorgesehenen Modalitäten. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der ergänzenden Unterlagen sendet die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit des Antrags. Mangels dessen gilt der Antrag als vollständig.

**Art. 5** - Ungeachtet ihres Beschlusses über die Vollständigkeit des Überwachungsplans kann die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" jederzeit vom Antragsteller zusätzliche Informationen oder Unterlagen verlangen, die zur Genehmigung des Überwachungsplans notwendig sind. Der Antragsteller übermittelt die zusätzlichen Auskünfte innerhalb der von der Agentur festgelegten Frist.

Die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" sendet dem Antragsteller per Einschreiben innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem sie ihren Beschluss zur Bestätigung der Vollständigkeit des Überwachungsplans übermittelt hat, ihren Beschluss zur Genehmigung oder Ablehnung des besagten Plans. Gleichzeitig setzt sie den technischen Beamten per gewöhnliche Post davon in Kenntnis.

**Art. 6** - Der Betreiber kann beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, gegen einen Beschluss zur Ablehnung eines Überwachungsplans Einspruch einlegen.

Unter Gefahr des Verfalls wird der Einspruch innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Beschlusses der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" oder, wenn kein Beschluss vorliegt, ab dem Tag nach Ablauf der der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" zur Einsendung ihres Beschlusses eingeräumten Frist eingereicht.

Der Einspruch wird gemäß den in Artikel 3, Absatz 1, 2 vorgesehenen Modalitäten eingereicht.

Innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen, nachdem der Minister den Einspruch erhalten hat, sendet er dem Antragsteller per Einschreiben seinen Beschluss.

**Art. 7** - Jeder Vorschlag einer Abänderung des Überwachungsplans wird der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" unverzüglich zugestellt.

In Abweichung von Absatz 1 werden die Abänderungen des Überwachungsplans, für die keine Genehmigung der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" erforderlich ist, spätestens bis zum 31. Dezember desselben Jahres zugestellt.

Die abgeänderten Seiten des Überwachungsplans werden der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" gemäß den in Artikel 3 vorgesehenen Modalitäten übermittelt.

**Art. 8** - Wenn für eine Abänderung des Überwachungsplans die Genehmigung der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" erforderlich ist, sendet die Letztere dem Antragsteller per Einschreiben innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem sie den Vorschlag einer Abänderung des Überwachungsplans erhalten hat, ihren Beschluss zur Genehmigung der Abänderung des Überwachungsplans. Gleichzeitig setzt sie den technischen Beamten per gewöhnliche Post davon in Kenntnis.

**Art. 9** - Der Betreiber kann beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, gegen einen Beschluss zur Ablehnung einer Abänderung des Überwachungsplans Einspruch einlegen.

Unter Gefahr des Verfalls wird der Einspruch innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Beschlusses der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" oder, wenn kein Beschluss vorliegt, ab dem Tag nach Ablauf der der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" zur Einsendung ihres Beschlusses eingeräumten Frist eingereicht.

Der Einspruch wird gemäß den in Artikel 3, Absatz 2 vorgesehenen Modalitäten eingereicht.

Innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen, nachdem der Minister den Einspruch erhalten hat, sendet er dem Antragsteller per Einschreiben seinen Beschluss.

**Art. 10** - In Anwendung des Artikels 37, § 1 der Verordnung (EU) Nr. 601/2012 der Kommission vom 21. Juni 2012 über die Überwachung von und die Berichterstattung über Treibhausgasemissionen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates wendet der Betreiber systematisch die Ebene 1 zur Bestimmung des Oxidationsfaktors an.

**Art. 11** - Gemäß Artikel 69 der Verordnung (EU) Nr. 601/2012 der Kommission vom 21. Juni 2012 über die Überwachung von und die Berichterstattung über Treibhausgasemissionen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates unterbreitet der Betreiber der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" einen Bericht über Verbesserungen der Überwachungsmethodik.

**Art. 12** - Die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" überprüft den Überwachungsplan mindestens alle fünf Jahre und nimmt dort die notwendigen Abänderungen vor.

Wenn die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" beabsichtigt, den Plan gemäß Absatz 1 abzuändern, setzt sie den Betreiber per Einschreiben davon in Kenntnis.

Der Betreiber verfügt über dreißig Tage ab dem Eingang des in Absatz 2 erwähnten Einschreibens, um seine Bemerkungen schriftlich gelten zu lassen.

Wenn er es wünscht, von der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" angehört zu werden, setzt er diese innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Einschreibens davon in Kenntnis. Die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" übermittelt dem Betreiber sogleich das Datum, an dem er angehört werden kann.

Die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" sendet dem Betreiber per Einschreiben ihren Beschluss zur Abänderung des Überwachungsplans. Gleichzeitig setzt sie den technischen Beamten per gewöhnliche Post davon in Kenntnis.

**Art. 13** - Der Betreiber kann beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, gegen einen Beschluss zur Abänderung des Überwachungsplans Einspruch einlegen.

Unter Gefahr des Verfalls wird der Einspruch innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Beschlusses eingelegt.

Der Einspruch wird gemäß den in Artikel 3, Absatz 2 vorgesehenen Modalitäten eingereicht.

Innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen, nachdem der Minister den Einspruch erhalten hat, sendet er dem Antragsteller per Einschreiben seinen Beschluss.

**Art. 14** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine CO<sub>2</sub>-Emissionen bewirkende Tätigkeit ausüben, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 15** - Der vorliegende Erlass findet auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

Er ist auf die Überwachung der ab dem 1. Januar 2013 ausgestoßenen Emissionen anwendbar.

**Art. 16** - Der Betreiber eines im vorliegenden Erlass erwähnten Betriebs, sowie der Betreiber eines Betriebs, durch dessen Tätigkeit Treibhausgasemissionen ausgestoßen werden und der eine oder mehrere, in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. April 2010 bezüglich der Emissionsdaten in Bezug auf die Tätigkeiten, die ab dem Jahr 2013 aufgrund der Erweiterung des Anwendungsbereichs der Richtlinie 2003/87/EG in das Gemeinschaftssystem für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten integriert werden, aufgelistete Tätigkeiten enthält, unterbreiten spätestens bis zum 15. Oktober 2012 gemäß dem vorliegenden Erlass einen Überwachungsplan zur Genehmigung.

Zur Anwendung des Absatzes 1, wenn die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" gemäß Artikel 4 beschließt, dass der Überwachungsplan unvollständig ist oder wenn sie gemäß Artikel 5, Absatz 2 beschließt, die Genehmigung des Überwachungsplans abzulehnen, übermittelt der Betreiber der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" innerhalb von fünfzehn Kalendertagen einen ordnungsgemäß abgeänderten Überwachungsplan.

**Art. 17** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Dezember 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2012/207581]

### 13 DECEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 601/2012 van de Commissie van 21 juni 2012 inzake de monitoring en rapportage van de emissies van broeikasgassen overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met CO<sub>2</sub>-emissies uitoefenen;

Gelet op het advies nr. 51.849/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt Richtlijn 2009/29/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 23 april 2009 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG teneinde de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten van de Gemeenschap te verbeteren en uit te breiden gedeeltelijk omgezet.

Deze voorwaarden zijn van toepassing op elk bedrijf bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, dat een activiteit met broeikasgasemissies uitoefent en dat één of meer installaties of activiteiten omvat die worden opgesomd in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die broeikasgassen uitstoten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

**Art. 2.** De exploitant van een in dit besluit bedoelde inrichting legt een monitoringplan ter goedkeuring aan het "Agence wallonne de l'air et du climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat) voor, aan de hand van het formulier beschikbaar op de website van het Agentschap.

**Art. 3.** Het monitoringplan bedoeld in artikel 2 wordt elektronisch doorgestuurd of, mits toestemming van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat", op papieren drager.

Op papieren drager wordt het monitoringplan gestuurd :

1<sup>o</sup> hetzij bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

2<sup>o</sup> hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen, ongeacht de dienst die de gebruikte post verdeelt;

3<sup>o</sup> hetzij door de akte tegen ontvangstbewijs in te dienen.

Wanneer het plan elektronisch wordt verzonden, stuurt het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" automatisch en uiterlijk binnen vijf kalenderdagen een bewijs van het technisch in goede orde ontvangen hebben langs de elektronische weg.

Als de "Agence wallonne de l'Air et du Climat" binnen de vijf werkdagen na de verzending van de aanvrager de ontvangst niet bevestigd heeft, wordt de "Agence wallonne de l'Air et du Climat" geacht de mededeling van de aanvrager nooit gekregen te hebben.

**Art. 4.** De "Agence wallonne de l'Air et du Climat" stuurt de aanvrager, bij aangetekend schrijven, zijn beslissing over de volledigheid van het monitoringplan binnen vijftien dagen te rekenen van de dag waarop zij het plan heeft ontvangen. Bij ontstentenis wordt de aanvraag geacht volledig te zijn.

De aanvraag is onvolledig als de gevraagde gegevens ontbreken.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" op de ontbrekende gegevens. De ontbrekende gegevens worden aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" overgemaakt volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 3. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvullende stukken stuurt het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" zijn beslissing over het volledig karakter van de aanvraag naar de aanvrager. Bij ontstentenis wordt de aanvraag geacht volledig te zijn.

**Art. 5.** Ongeacht zijn beslissing over de volledigheid van het monitoringplan kan het Agentschap de aanvrager altijd verzoeken om aanvullende gegevens of stukken die nodig zijn voor de goedkeuring van het monitoringplan. De aanvrager maakt de aanvullende stukken over binnen de termijn vastgelegd door het Agentschap.

Het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" geeft kennis van zijn beslissing i.v.m. de inwilliging of afwijzing van het monitoringplan bij aangetekend schrijven aan de aanvrager binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum waarop het zijn beslissing ter bevestiging van het volledige karakter van het plan heeft verstuurd. De technische ambtenaar wordt gelijktijdig per gewone post ingelicht.

**Art. 6.** De exploitant kan bij de Minister van Leefmilieu een beroep instellen tegen een beslissing waarbij geweigerd wordt een monitoringplan goed te keuren.

Op straffe van verval, wordt het beroep ingediend binnen dertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" of, bij gebrek aan beslissing, vanaf de dag volgend op de termijn die aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" wordt toegestaan om haar beslissing te versturen.

Het beroep wordt ingediend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2.

De Minister deelt zijn beslissing bij aangetekende brief aan de aanvrager mee binnen vijftien dagen, te rekenen van de dag waarop hij het beroep heeft ontvangen.

**Art. 7.** Elke wijziging van het monitoringplan wordt zo snel mogelijk aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" gemeld.

In afwijking van het eerste lid worden de wijzigingen van het monitoringplan die door het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" niet moeten worden goedgekeurd op uiterlijk 31 december van hetzelfde jaar meegedeeld.

De gewijzigde bladzijden van het monitoringplan worden aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" overgemaakt volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 3.

**Art. 8.** Wanneer een wijziging van het monitoringplan door het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" moet worden goedgekeurd, stuurt het Agentschap de aanvrager zijn beslissing ter goedkeuring van de wijziging van het monitoringplan bij aangetekend schrijven binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de dag dat het Agentschap het voorstel tot wijziging van het monitoringplan heeft ontvangen. De technische ambtenaar wordt gelijktijdig per gewone post ingelicht.

**Art. 9.** De exploitant kan bij de Minister van Leefmilieu een beroep instellen tegen een beslissing waarbij geweigerd wordt een wijziging van het monitoringplan goed te keuren.

Op straffe van verval, wordt het beroep ingediend binnen dertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" of, bij gebrek aan beslissing, vanaf de dag volgend op de termijn die aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" wordt toegestaan om haar beslissing te versturen.

Het beroep wordt ingediend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 3, tweede lid.

De Minister deelt zijn beslissing bij aangetekende brief aan de aanvrager mee binnen vijftien dagen, te rekenen van de dag waarop hij het beroep heeft ontvangen.

**Art. 10.** Overeenkomstig artikel 37, § 1, van Verordening (EU) nr. 601/Nr. 601/2012 van de Commissie van 21 juni 2012 inzake de monitoring en rapportage van de emissies van broeikasgassen overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad gebruikt de exploitant altijd het niveau 1 om de oxidatiefactor te bepalen.

**Art. 11.** De exploitant legt een rapportage betreffende de verbeteringen van de monitoringmethode ter goedkeuring voor aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" overeenkomstig artikel 69 van de Verordening (EU) nr. 601/21 van de Commissie van 21 juni 2012 inzake de monitoring en rapportage van de emissies van broeikasgassen overeenkomstig Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad.

**Art. 12.** Het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" herzielt het monitoringplan ten minste om de vijf jaar en brengt er de nodige wijzigingen aan.

Wanneer het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" overweegt om het plan te wijzigen overeenkomstig het eerste lid, wordt de exploitant daarvan bij aangetekend schrijven op de hoogte gebracht.

De exploitant beschikt over dertig dagen na ontvangst van de aangetekende brief bedoeld in het tweede lid om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

Indien hij wenst om door het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" te worden gehoord, verwijs hij het Agentschap binnen tien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aangetekende brief. Het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" brengt de exploitant zo vlug mogelijk op de hoogte van de datum waarop hij gehoord zal worden.

Het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" stelt de exploitant in kennis van zijn beslissing tot wijziging van het monitoringplan bij aangetekend schrijven. De technische ambtenaar wordt gelijktijdig per gewone post ingelicht.

**Art. 13.** De exploitant kan bij de Minister van Leefmilieu een beroep instellen tegen een beslissing waarbij een wijziging van het monitoringplan wordt goedgekeurd.

Op straffe van verval, wordt het beroep ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing.

Het beroep wordt ingediend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 3, tweede lid.

De Minister deelt zijn beslissing bij aangetekende brief aan de aanvrager mee binnen vijftien dagen, te rekenen van de dag waarop hij het beroep heeft ontvangen.

**Art. 14.** Het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met CO<sub>2</sub>-emissies uitoefenen, wordt opgeheven.

**Art. 15.** Dit besluit is onmiddellijk van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Het is van toepassing op de emissies die vanaf 1 januari 2013 worden uitgestoten.

**Art. 16.** De bij dit besluit bedoelde exploitant van een inrichting alsook de exploitant van een inrichting die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefent en die één of meer activiteiten omvat die worden opgesomd in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2010 betreffende de emissiegegevens i.v.m. de activiteiten die vanaf 2013 in de gemeenschappelijke Regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten opgenomen zullen worden ingevolgd de uitbreiding van het toepassingsveld van Richtlijn 2003/87/EG, leggen op uiterlijk 15 oktober 2012 een monitoringplan ter goedkeuring voor dat aan dit besluit voldoet.

Voor de toepassing van het eerste lid, wanneer het Agentschap beslist, overeenkomstig artikel 4, dat het monitoringplan onvolledig is of wanneer het beslist, overeenkomstig artikel 5, tweede lid, om het monitoringplan niet goed te keuren, maakt de exploitant aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" een behoorlijk gewijzigd monitoringplan over binnen vijftien kalenderdagen.

**Art. 17.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY